

Le POLE de RENAISSANCE COMMUNISTE en FRANCE (P.R.C.F.) met en débat son « programme-candidat »

...pour battre Sarko-MEDEF et sa politique fascisante

...pour sortir de l'euro et de l'Union Européenne du capital

...pour ré-actualiser les principes du Conseil National de la Résistance (C.N.R.)

Exécutant politique des milliardaires, de l'OTAN et de l'Union européenne, le fascisant régime UMP détruit méthodiquement la France issue de 1 789 et des conquêtes de la Résistance. Pour gonfler les profits du CAC-40, l'Union Maastrichtienne Patronale (UMP) n'hésite devant aucune agression :

- en violation du Non populaire à la constitution européenne (mai 2 005), l'indépendance nationale est bradée à l'« euro-gouvernance » et aux diktats de l'impérialisme allemand triomphant ;

- pour « sauver l'euro », cette arme de choc contre les salaires, les services publics, l'emploi industriel et les acquis sociaux, le budget français sera désormais soumis aux eurocrates avant d'être présenté aux députés français (!) ;

- l'armée et la diplomatie françaises sont mises au service de l'OTAN et des sociétés capitalistes « françaises » qui écumant l'Afrique (Libye, Afghanistan, Côte d'Ivoire, bientôt Syrie et Iran ...) ;

- le produire en France industriel et agricole est démantelé et délocalisé au nom de la « concurrence libre et non faussée » stipulée par l'Europe de Maastricht et par le FMI ;

- le maillage territorial républicain issu de la Révolution française (Communes-département-nation) cède la place aux métropoles, aux euro-régions et à la gouvernance européenne ;

- la Sécu, les retraites, la nationalisation de l'énergie (EdF-GdF), œuvre des ministres communistes de 1 945 (Croizat, Thorez, Paul, Wallon, Joliot ...), la Fonction publique, l'hôpital et l'Education nationale sont saignés à blanc ;

- Jusqu'à la langue française que Péresse et Chatel chassent de l'université au profit du « Business-English » (!) ;

Et pendant qu'une oligarchie de milliardaires *pipol* se gave, la classe ouvrière, les services publics, les paysans et les TPME souffrent, des millions de chômeurs, de retraités et de *précaires* renoncent à se soigner, nos jeunes diplômés s'expatrient et la France devient une jungle à la Dallas !

Pourtant le PS ne propose aucune alternative à l'euro-casse de la France. Et pour cause ! le PS est à genoux devant la « construction européenne ». Lui aussi a violé le **Non** à l'euro-constitution en votant le traité de Lisbonne. En Grèce, en Espagne, les gouvernements « socialistes » plongent le peuple dans la misère. Et qui a oublié le gouvernement Jospin-Aubry- Buffet qui, en choisissant de faire l'euro et de privatiser, a pavé la voie de Sarko-Le Pen ?

Quant à Mélenchon, porte-drapeau du nouveau PCF décaféiné, on ne pourra prendre au sérieux sa défense de la République que lorsqu'il cessera de faire campagne pour l'euro et de propager le mensonge de « l'Europe sociale » !

Certes, tout vrai progressiste veut passionnément balayer Sarko et Mme Le Pen, l'héritière pseudo-assagie d'un père admirateur de Vichy. Mais pour battre vraiment Sarko et sa politique, il faut refuser de se mettre à la remorque d'un Hollande qui, sitôt élu, rampera lui aussi devant les *marchés* et devant A. Merkel au nom du « réalisme ».

L'issue, c'est au contraire d'associer le drapeau rouge international des ouvriers au drapeau tricolore de la nation républicaine ; c'est de reconstruire un vrai parti communiste, un mouvement syndical de classe renouant avec les traditions de la CGT, un large **Front de Résistance Antifasciste, Patriotique et Progressiste** (FRAPP). Celui-ci :

- annulera les contre-réformes sarkozystes brisant les retraites, la sécu, les services publics ...

- sortira la France de l'UE et du maudit euro, nouera de nouveaux traités internationaux progressistes,

-ré-industrialisera la France autour d'un fort secteur public industriel et bancaire ;

-reconstruira le pays sur la base des principes du C.N.R. : indépendance nationale, démocratie centrée sur le monde du travail, laïcité, paix, antiracisme, progrès social, nationalisation des secteurs-clés de l'économie ...

Pour cela il faut affronter le grand capital et tendre vers une société socialiste débarrassée de l'exploitation des travailleurs.

Pour aider les travailleurs à reprendre l'offensive, le PRCF met en débat le présent **programme-candidat**. Discutons-en, amendons-le à l'atelier, au bureau, en salle des profs, à la fac, dans les quartiers populaires et les communes rurales ... et surtout, préparons-nous à l'**action tous ensemble et en même temps** contre l'euro-austérité !

Chaque fois que le peuple français a dû affronter une menace mortelle, il a su retrouver son esprit frondeur. Alors, retrouvons-nous sur un programme de rupture progressiste et révolutionnaire et réaffirmons que **jamais, non jamais, le peuple de France ne sera un peuple d'esclaves**. (Appel Duclos-Thorez, au nom du PCF, le 10 juillet 1940).

Pour le PRCF :

Georges Hage, député honoraire, **Léon Landini**, a. officier FTP-MOI, président, **Jean-Pierre Hemmen** et **Pierre Pranchère**, a. FTFP, a. député, **Georges Gastaud**, secrétaire national, **Vincent Flament**, directeur d'Initiative communiste, **Jany Sanfelieu**, secrétaire à l'organisation, **J.-F. Maison**, resp. communication, **Daniel Antonini**, resp. international, **Dimitri Manassis**, des Jeunes pour la Renaissance Communiste en France, **Laurent Nardi**, secrétaire de la Coordination communiste de la Haute-Savoie.

Avec le PRCF, 75 mesures pour résister, reconstruire et faire renaître une France libre, indépendante et souveraine

1. Rétablir la souveraineté et l'indépendance nationales

1. Proclamer la suprématie de la Constitution et des lois françaises sur les « directives » européennes ; récuser d'avance toute sanction et admonestation de Bruxelles et de la Banque de Francfort ;
2. Planifier le retrait rapide de la France de l'UE et de l'euro, reconstituer la souveraineté politique, monétaire, budgétaire, économique et sociale du peuple français ; dénoncer la « dette » de la France à l'égard des marchés financiers, notamment en dévaluant le franc qui succèdera à l'euro sur la base 1 F=1 € ; taxer les grandes fortunes, les spéculateurs et l'héritage des milliardaires ; rapatrier l'or de la France (aujourd'hui à Francfort !) ; la Banque de France refinancera l'Etat en lui prêtant à des taux décents ;
3. Retirer la France de l'OTAN, reconstituer une armée citoyenne exclusivement occupée à défendre le territoire national ; retirer les troupes françaises de Libye, de Yougoslavie, d'Afghanistan, en finir avec l'odieuse « Françafrique » ... ; refuser d'engager la France dans les guerres néo-coloniales annoncées contre la Syrie et l'Iran ;
4. Promouvoir la langue française contre le Business-English envahissant (facts, recherche, pub, enseignes ...) ; promouvoir les langues régionales en tant que patrimoine national ; renforcer l'enseignement des langues étrangères dans leur diversité en exigeant la réciprocité des pays étrangers ; exiger que tout produit importé soit étiqueté et présenté en français ;
5. Empêcher les riches étrangers d'Europe du nord, qui ont détruit les services publics chez eux, d'accaparer le territoire français alors que les travailleurs de France, Français ou immigrés, peinent à se loger en raison de la cherté des loyers.

2. Constituer une nouvelle République sociale, démocratique et indivisible

1. Placer le monde du travail au centre de la vie nationale ; abolir la monarchie électorale que constitue l'actuel régime présidentiel ; convoquer une Constituante pour instituer une République sociale, indépendante, démocratique et populaire ; la doter d'institutions telles que rien ne puisse être jamais fait contre l'avis des travailleurs, qui constituent l'écrasante majorité de la population française ;
2. Instaurer la proportionnelle à toutes les élections ;
3. Abolir les lois liberticides de l'UMP, en finir avec la xénophobie d'Etat ; interdire les partis fascistes et racistes, combattre les entreprises communautaristes, séparatistes ou mafieuses divisant les citoyens sur des bases ethniques ou religieuses ;
4. Impulser la démocratie participative et populaire dans les grandes entreprises, les services publics, les communes, etc... ; instituer le principe du mandat révocable pour qu'à tous niveaux les élus soient sous le contrôle permanent des électeurs ;
5. Revitaliser la république laïque, une et indivisible, où l'Etat est totalement séparé des Eglises ; en finir avec l'euro-régionalisation du pays et avec les féodalités locales qu'a permises la « décentralisation » chère à l'UMPS.

3. Nationaliser le crédit et le CAC-40, produire, chercher, créer en France

1. Interdire les délocalisations, réquisitionner toute entreprise qui licencie après avoir perçu des fonds publics ; suspendre et inverser tout projet privatisant ou libéralisant un secteur économique ; refuser « l'économie de marché ouverte sur le monde où la concurrence est libre et non faussée » imposée par les traités de Maastricht et de Lisbonne ;
2. (Re-)Nationaliser l'ensemble des banques et des assurances sans indemniser les gros actionnaires ; orienter le crédit vers l'emploi, l'aide aux TPME, la ré-industrialisation du pays ; nationaliser le CAC-40 et les entreprises stratégiques : grande industrie, énergie (Suez, Total ...), armement, grande distribution, ports, autoroutes et aéroports, téléphonie, ferroviaire, sans oublier L'Oréal ... ; constituer un pôle énergétique 100% public fédérant EdF-GdF, AREVA et privilégiant la sûreté, le contrôle citoyen, la recherche, des tarifs bas pour les particuliers et l'emploi ; re-nationaliser Renault ; mettre en place une filière automobile franco-française avec un statut protecteur pour l'ensemble des salariés, équipementiers compris ; gestion démocratique des entreprises nationalisées : Etat, salariés, usagers ;
3. Instaurer une planification démocratique nationale ancrée sur le secteur public valorisant tout le

territoire national ; élaborer une stratégie industrielle et agricole nationale sollicitant l'intervention des travailleurs et des citoyens ;

4. Taxer fortement le fret autoroutier international, développer le ferroutage, reconstituer une SNCF efficace et bon marché réunie à RFF, re-nationaliser les aéroports, les Ports, Air-France et Régional ;
5. Abolir la contre-réforme Péresse-LRU de la Recherche, refonder et libérer la recherche publique ;
6. Instaurer des mécanismes économiques permettant de rémunérer décemment le travail paysan et les marins-pêcheurs, favoriser l'agriculture paysanne et non les agrariens ou les actionnaires des grandes surfaces, instaurer le contrôle sur la grande distribution de la nation, des consommateurs, des paysans et des salariés ; les productions locales doivent être systématiquement favorisées ;
7. Régulariser les travailleurs sans-papiers actuellement présents en France ; parallèlement, instaurer une planification démocratique de la main-d'œuvre : former et employer prioritairement les travailleurs, français et immigrés, déjà présents en France, refuser la politique patronale d'« immigration choisie » mise en place par Sarko-MEDEF, mettre en place avec les pays ex-colonisés des politiques de co-développement concrétisant le droit pour chacun de vivre et de travailler au pays ;
8. Mobiliser les collectivités locales, les services publics, les banques nationalisées pour promouvoir les coopératives se passant des capitalistes, et notamment les SCOP ; raviver l'esprit mutualiste en l'affranchissant des fonctionnements euro-capitalistes ; revitaliser le commerce de proximité dans les quartiers et les zones rurales.
9. Réduire les inégalités, abroger les contre-réformes, renouer avec le progrès social, augmenter les salaires, reconstituer les acquis sociaux et les services publics ;
10. Punir toute discrimination (emploi, carrière, logement ...) sexuelle, religieuse, « ethnique », politique, générationnelle, etc... ;
11. Augmenter sensiblement le SMIC, les bas et les moyens salaires de manière que les très grandes entreprises contribuent au pouvoir d'achat des salariés des PME ; ré-internaliser les activités sous-traitées par le grand patronat ; augmenter les minima sociaux et les indemnités de chômage ;
12. Reconstituer de vrais services publics d'Etat et/ou territoriaux en favorisant l'égalité des citoyens ; retour au monopole public pour l'énergie, le rail, la poste, les Télécoms, etc. ;
13. Reconstituer le niveau de remboursement des soins médicaux, supprimer les droits d'inscription universitaires ; annuler les contre-réformes Balladur-Fillon-Woerth sur les retraites ; revenir au droit pour tous de partir à 60 ans (55 ou 50 pour les métiers éprouvants pour la santé), avec 37 ans ½ de cotisation et 75% du meilleur salaire sans toucher aux régimes plus favorables ;
14. Taxer lourdement la spéculation immobilière, réquisitionner les logements vides à caractère spéculatif, liquider le mal-logement ; par le biais des Caisses d'épargne et de dépôt, l'épargne populaire doit servir à financer un grand programme de construction sociale de qualité ;
15. Révolutionner l'urbanisme pour briser les ghettos, mixer la population ; préserver et développer les zones rurales ; mutualiser les impôts locaux perçus par les collectivités locales pour rétablir l'égalité des Français devant le lieu de résidence ; obliger les services publics à mailler tout le territoire ;
16. Révolutionner la fiscalité en revenant sur les cadeaux accordés aux riches ; confisquer la fortune des « expatriés fiscaux » ; rétablir le contrôle des changes ; restaurer la répartition des revenus entre capital et travail qui prévalait au début des années 70 ; faire que le CAC-40 paie bien plus que les PME ; diminuer la TVA, supprimer la CSG et le RDS ; augmenter l'impôt sur le capital, sur la fortune, sur l'héritage des milliardaires, sur les dividendes, les plus-values boursières, les très hauts « salaires » ; confisquer les stocks-options, les parachutes dorés, les retraites-chapeaux ;
17. Consolider les statuts publics, le droit du travail, les libertés syndicales et les conventions collectives ;
18. Diminuer sensiblement les rémunérations et avantages liés aux fonctions électives : députés, sénateurs, ministres, etc... ;
19. Abroger les lois Balladur / Fillon 1 et 2 sur les retraites, faire en priorité qu'aucune pension issue d'un revenu du travail ne soit inférieure au SMIC pour 37 ans ½ de cotisation, y compris dans le domaine agricole ;
20. Résorber la précarité au profit de l'emploi statutaire (public) ou du CDI (privé), interdire les heures supplémentaires et l'intérim dans les entreprises ayant procédé à des licenciements collectifs ;
21. Instituer une taxe à la frontière pour tout camion transportant du fret international et affecter cette

taxe, a) au feroutage, b) à la ré-industrialisation de la France, c) aux efforts visant à réduire l'effet de serre ;

22. Annuler le surendettement des ménages consécutif à un licenciement ou à un déclassement salarial. Faire rendre gorge aux organismes pratiquant l'usure moderne, type « crédit revolving » ;
23. Revenir à la Loi Quillot dans le domaine des rapports entre bailleurs et locataires.

4. Liberté, égalité, fraternité, laïcité, sécurité républicaine pour tous

1. Elargir les libertés syndicales, les moyens concrets de s'organiser politiquement, y compris dans les grandes entreprises et les services publics ; supprimer le financement public des partis, qui aboutit à leur monopole politique ; mettre à la disposition des partis, des associations et des citoyens, des salles de réunion, des moyens de diffuser leurs idées et d'accéder aux médias ;
2. Démocratiser la presse et les médias, couper leurs liens avec le capital, vivifier le pluralisme démocratique et le débat citoyen ; réactualiser l'ordonnance de 45 démocratisant la presse ; démocratiser l'outil informatique au profit du débat citoyen ;
3. Refonder démocratiquement le droit du travail ; punir sévèrement tout harcèlement patronal contre les salariés ;
4. Pénaliser les patrons qui bafouent la parité salariale et l'égalité du déroulement de carrière des hommes et des femmes ;
5. Refonder la justice et le monde carcéral en combattant leur dimension de classe au service des privilégiés ; parallèlement, mettre le paquet contre la délinquance organisée et contre le commerce de drogue ;
6. Démocratiser l'armée ; éduquer son encadrement dans un esprit patriotique, anticolonial, antiraciste et républicain ; rétablir un service militaire de 6 mois à 1 an pour les volontaires, tout(e) jeune Français(e) devant apprendre à défendre la République et les libertés démocratiques. De larges droits citoyens seront dévolus aux appelé(e)s ;
7. Démocratiser en profondeur la police, en proscrire les éléments fascistes et les « réseaux », démocratiser la magistrature ; mettre fin aux milices privées et rétablir le monopole de la police nationale en matière de sûreté publique ; dissoudre les corps policiers spécialisés dans la répression du mouvement populaire ; mettre fin aux excès du flicage et de la vidéo-surveillance ;
8. Interdire les partis racistes et fascistes ; en finir avec les odieux « contrôles au faciès » des jeunes et des immigrés ;
9. Protéger les droits des filles contre l'oppression sexuelle, fût-ce sous des prétextes religieux ;
10. Respecter rigoureusement la loi laïque de 1905 ; concevoir dynamiquement la laïcité comme promotion de l'esprit critique, de la rationalité, du mode de pensée scientifique, de la démocratie et des « Lumières » ;
11. Dans les familles, à l'école, dans les médias, à l'entreprise, à l'armée, dans les quartiers, sur la route, promouvoir l'esprit civique, la solidarité internationale, le patriotisme républicain, l'antiracisme, la fraternité, le respect des différences, la responsabilité sanitaire et écologique, combattre l'incivilité, le chacun pour soi, la loi du plus fort, le machisme, le culte brutal de l'argent ;
12. Promouvoir l'EPS, le sport amateur et les pratiques culturelles de masse ; combattre la « société du tout-spectacle », le consumérisme absurde, la pipolisation, l'américanisation de la langue et des mœurs (à distinguer de l'apport américain progressiste) ;
13. Nationaliser, soustraire au profit et gérer démocratiquement les moyens destinés au 4ème âge ; tout citoyen doit bénéficier pour sa fin de vie soit d'un accueil en maison de retraite de qualité, soit d'une aide à domicile suffisante, et cela sans que soient ruinés le bénéficiaire, son conjoint ou ses héritiers.

5. Refonder l'école républicaine, promouvoir une nouvelle avancée des Lumières pour tous !

1. Reconstruire une Education nationale démocratisée et de qualité pour tous ; généraliser le second degré long (général et technologique) ; revenir à la carte scolaire et briser les ghettos scolaires ; l'école doit travailler, non pour l'« employabilité » à la sauce capitaliste, mais pour le développement harmonieux du citoyen, du travailleur, de l'être humain ;
2. Revaloriser financièrement, statutairement et moralement le corps enseignant ; lui rendre les moyens de faire respecter la culture et le vivre ensemble ; soutenir fortement les professeurs face aux comportements méprisants et violents ; donner à l'école les moyens matériels et pédagogiques de combattre l'échec scolaire et la sélection sociale ; développer le droit des lycéens à s'organiser

- syndicalement dans les établissements ; renforcer le statut des fonctionnaires, garantie de la laïcité scolaire, de l'indépendance des maîtres et de leur engagement républicain au service de la nation ;
3. Engager la nationalisation laïque de l'enseignement privé sur le principe à fonds publics, école publique ; dans l'immédiat, interdire au privé de se débarrasser des élèves faibles ou de les « déclasser » pour maquiller les résultats de l'établissement ;
 4. Développer le réseau public de crèches et d'écoles maternelles en revenant aux fondamentaux de cet enseignement ; développer et encadrer les activités collectives des enfants et de la jeunesse (loisir, sport, culture) ;
 5. Abroger les contre-réformes (Jospin, Allègre, Fillon, Darcos, Chatel) qui ont déstabilisé le second degré ; Abolir la LRU (université/recherche) ; revenir au financement d'Etat des facs ; retirer leurs privilèges aux grandes écoles privées et confessionnelles ; démocratiser la gestion des facs ; restaurer les principes fondateurs du CNRS, stopper la marchandisation de la recherche ; développer et démocratiser le dispositif classes prépas / Grandes écoles et former plus d'ingénieurs ;
 6. Tout en approfondissant le lien entre école et monde du travail, en finir avec la mainmise du patronat sur les formations et l'« alternance », ouvrir l'école aux syndicats de salariés, que deviendront plus de 90% des lycéens ;
 7. Démocratiser l'accès aux diplômes, au bac (qui doit rester un examen national, final et anonyme), au Supérieur sans transiger sur la qualité des formations ; en finir avec le formatage à l'anglo-saxonne basé sur d'insaisissables « compétences » ; restaurer le lien « diplôme national / convention collective de branche » ;
 8. Reconstruire l'enseignement du français, du raisonnement logique et mathématique, de l'EPS, de l'histoire-géographie ; des sciences économiques, des sciences expérimentales, de la culture musicale et artistique, de la philosophie, activer l'intérêt précoce de tous et de toutes pour la production et les savoirs techniques ;
 9. Prévoir à tous niveaux les moyens permettant aux élèves de s'orienter ou de se réorienter de manière motivée et positive ;
 10. Défendre le patrimoine culturel national, promouvoir la création de haut niveau ; démocratiser l'accès à la haute culture ; soutenir la création en français et dans les langues régionales ; enseigner à l'école laïque les langues de l'immigration ;
 11. Refuser que les manuels scolaires continuent de diaboliser, de manière totalitaire, le communisme et les révolutions ; permettre aux jeunes de se réapproprier l'histoire de la France, tout en mettant en lumière l'horreur de l'esclavage et de la colonisation, faire en sorte que le legs de l'humanisme, des Lumières, de la Révolution française, du mouvement ouvrier, de la Résistance, du CNR soient connus de tous ; stopper l'euro-formatage au lycée ; faire en sorte que chaque élève soit conscient de l'origine révolutionnaire de la République, du drapeau tricolore, de la Marseillaise et de la devise républicaine.
 12. Créer partout des espaces de jeu et des ludothèques pour les enfants, notamment dans les quartiers défavorisés.

6. Combattre l'impérialisme, défendre la paix mondiale et la souveraineté des peuples, coopérer avec tous les continents

1. « Un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre » (Marx) : il faut donc planifier le retrait des troupes françaises d'Afrique, de Yougoslavie, d'Afghanistan, de Libye, cesser les préparatifs de guerre contre la Syrie et l'Iran ; punir les crimes de guerre de l'OTAN et du gouvernement UMP en Libye ; soutenir tous les peuples en lutte ;
2. Tenir des référendums d'autodétermination dans les DOM-TOM qui le demanderaient, étant entendu que la volonté d'un DOM de demeurer dans la République fera obligation à la France de liquider toute forme de rapport néo-colonial. Respecter le choix éventuel de l'indépendance et redéfinir en ce cas les relations sur des bases égalitaires et fraternelles ;
3. Affirmer le droit inconditionnel des Palestiniens à leur Etat uni et souverain ; exiger le respect des résolutions de l'ONU par Israël ; exiger le départ des troupes US d'Irak qui doit s'autodéterminer sans ingérence ; soutenir l'élan démocratique et national des peuples tunisien, égyptien, sahraoui ... sanctionner toute forme d'antisémitisme et d'islamophobie ;
4. Dénoncer l'embargo US contre Cuba, développer les échanges avec les pays de l'ALBA : Venezuela, Bolivie, Cuba, etc ... ; demander officiellement à Washington et à Tel-Aviv de libérer

leurs prisonniers politiques respectifs, notamment Mumia Abu-Jamal, L. Peltier, les cinq Cubains emprisonnés aux USA pour leur action anti-terroriste ainsi que les milliers de Palestiniens incarcérés pour faits de résistance à l'occupant ;

5. Dynamiser les relations de la France avec la Chine, l'Afrique, le monde arabe, l'Amérique latine, la Russie, affranchir la France de sa subordination à l'Union transatlantique et à l'impérialisme allemand triomphant ; tisser de nouveaux traités internationaux progressistes respectueux de la souveraineté des peuples et des acquis populaires ;
6. Refuser la domination mondiale du dollar, se concerter avec la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie, etc... sur la refondation des rapports monétaires et financiers mondiaux ; contester radicalement le libre-échange mondial, prêter-nom de la domination planétaire des monopoles capitalistes ; promouvoir les relations égalitaires de coopération et d'échange d'Etat à Etat ;
7. Engager une campagne mondiale pour la liquidation de la « dette » des pays pauvres, pour l'extirpation de l'analphabétisme, de la famine et de la malnutrition, punir les financiers qui spéculent sur les céréales ; proposer que les plus grosses fortunes mondiales paient chaque année à la F.A.O. les sommes nécessaires pour liquider la malnutrition dans le monde (les 300 plus grosses fortunes mondiales additionnées possèdent autant que deux milliards d'hommes les plus pauvres !) ;
8. Re-dynamiser la francophonie, qui doit devenir un pilier du droit des peuples à développer leur langue et leur culture propre en résistant à la culture unique, à la langue unique, à la cuisine unique, à la pensée unique, etc ... du contre-modèle américain ;
9. Sans être dupe du caractère actuel de l'ONU, exiger le respect de sa charte, notamment la non-ingérence dans les affaires d'un pays souverain, opposer le veto français à toute guerre impérialiste.

7. Défendre l'environnement contre le tout-profit

1. Imposer la re-nationalisation franche d'EDF-GDF et construire un secteur énergétique public uni, transparent et démocratisé ; dynamiser la recherche sur le traitement des déchets nucléaires, sur la fission nucléaire, sur la sécurisation maximale des centrales ; construire la filière française de sécurisation et de démantèlement des centrales obsolètes ; diversifier les sources d'énergie ; explorer la possible exploitation du charbon français par gazéification en profondeur ; relancer l'électricité d'origine hydraulique ; refuser la prétention de Berlin de consommer l'électricité issue des centrales nucléaires françaises tout en culpabilisant notre pays ; demander à la RFA de réduire fortement ses émissions de CO² d'origine thermique ;
2. Réduire le C.O² en réduisant le fret autoroutier international, en re-localisant les productions en France, en développant le transport ferroviaire et fluvial, en favorisant les transports en commun et en abaissant fortement leur coût ;
3. Reconstituer le ministère de l'Equipement, l'ONF, l'aménagement du territoire ; les doter des moyens nécessaires pour aider au développement éco-compatible de tout le territoire ; reconstituer la forêt et la filière bois ;
4. Nationaliser le traitement et la distribution d'eau, réduire sensiblement son coût pour le consommateur ;
5. Faire respecter avec rigueur la loi littorale, en finir avec la privatisation de fait du littoral ;
6. Relancer un véritable tourisme populaire par l'aide aux comités d'entreprise, aux villages de vacances et aux colonies de vacances ; généraliser et élargir le chèque-vacances ;
7. Mettre en place de manière concertée une gestion nationale et démocratique des ressources cynégétiques et halieutiques, refuser tout diktat de Bruxelles sur ce terrain ; défendre les productions agricoles et la gastronomie françaises sous toutes leurs formes (bien entendu en s'ouvrant à toute autre forme de gastronomie !) ;
8. Réglementer fortement la publicité à l'entrée des villes ; interdire les pubs et les enseignes « françaises » en anglais. Mettre partout en place des espaces gratuits à la disposition des jeunes artistes, poètes, musiciens, peintres, architectes, etc ... ;